

« Note d'infos », n° 53, Avril 2013

Actualités du Réseau et des plateformes nationales

Lancement officiel du réseau FAR au Cameroun en février

FARCAM, la plateforme de concertation sur la FAR au Cameroun, a tenu son assemblée générale constitutive le 23 février à l'hôtel Mansel à Yaoundé. De l'ordre de 80 personnes, principalement responsables de centres et écoles de formation, ont participé à cette journée consacrée à l'adoption des statuts de l'association « Réseau national des acteurs de la formation agropastorale et rurale du Cameroun » (FARCAM) et à l'élection de son bureau exécutif (v. photo ci-dessous). Signalons que les débats ont mis en exergue plusieurs priorités :

- la mutualisation des expériences et l'harmonisation des pratiques pour renforcer et rendre lisible la FAR au Cameroun ;
- l'action de plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour considérer que la FAR constitue un des piliers sur lesquels les politiques sectorielles de développement agricoles et rurales doivent s'appuyer ;
- la nécessité de disposer d'une capacité d'expertise reconnue nationalement et à l'étranger, indispensable notamment pour dynamiser la coopération sud-sud.

L'association a été enregistrée à la préfecture de Yaoundé le 15 mars.

Rencontre des présidents des réseaux RIIFADEL et FAR

Les deux présidents ont profité de leurs activités respectives pour se rencontrer à Toulouse en février. Ils ont émis le souhait de développer les échanges d'informations et de rechercher des synergies, cela pour une action concertée et une meilleure réponse aux attentes des pays partenaires.

La Chaire UNESCO/UNITWIN « Réseau international en ingénierie de la formation appliquée au développement local » ou RIIFADEL est notamment en charge du Master en Ingénierie de la formation et des systèmes d'emplois (IFSE) avec l'Université de Toulouse 1 (v. <http://www.riifadel.fr/>). La présente information est également mentionnée dans la lettre trimestrielle du RIIFADEL (n° 8, avril 2013).

Guinée : le réseau national se structure progressivement !

Deux activités majeures vont avoir lieu en avril 2013 :

- quatre missions d'information et de sensibilisation des acteurs régionaux du développement agricole et rural sur la mise en place du Réseau National. Plus de 90 participants représentant les OP (agriculture et élevage), les ONG, les services déconcentrés des ministères concernés par la FAR (agriculture, élevage, pêche, emploi, enseignement et formation professionnelle, etc.) ont été rencontrés par deux équipes entre le 5 et le 9 à Labé (Moyenne Guinée), Kindia (Basse Guinée), Kankan (Haute Guinée) et N'Zérékoré (Guinée Forestière).

- la tenue, le 20, de l'assemblée générale constitutive de l'association « Réseau de Formation Agricole et Rurale de Guinée » (REFARGUI). La promotion de concertations entre les acteurs autrefois isolés les uns des autres va permettre de créer des stratégies communes et de partager ainsi une même vision du développement agricole et rurale en Guinée et de la stratégie de formation au service de cette vision.



Réunion du Bureau de l'Association prévue en mai 2013

Une réunion du Bureau de l'Association - dont les membres seront en France - et de son Secrétariat Exécutif aura lieu les 16-17 mai à Paris, afin de faire le point sur les activités en cours et à venir.

Actualité de l'agriculture et de la formation

Mise en place d'un cadre de concertation inter-réseaux des producteurs ouest-africains à Banjul, Gambie, en février

Quatre réseaux régionaux de producteurs, éleveurs et pasteurs - le ROPPA, le RBM et l'APSS et la CORET (Confédération des organisations d'élevage traditionnel) - ont amorcé des activités communes pour renforcer leurs liens et améliorer conjointement leur participation dans la mise en œuvre des politiques agricoles et de sécurité alimentaire. Ces réseaux sont en effet des parties prenantes du processus ECOWAP/PDDAA et jouent un rôle majeur pour sa mise en œuvre. Avec la facilitation du Hub Rural à Dakar, leurs présidents ont formalisé le 19 février 2013 un cadre de concertation pour une meilleure contribution à la mise en œuvre des politiques agricoles (lire par exemple http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Cadre_Concertation_inter_Reseaux_OP.pdf).

Création en vue d'un réseau africain des femmes rurales

Le principe de la mise en place d'un réseau africain des femmes rurales pour accélérer le processus de leur autonomisation économique a été retenu à l'issue du congrès international des femmes rurales organisé à Rabat par l'Union nationale des femmes du Maroc (UNFM). Le congrès qui s'est tenu du 8 mars – journée internationale de la femme - au 10 mars 2013 et auquel ont participé près de 400 représentants de différentes structures étatiques, d'ONG, d'associations et d'organes de presse provenant de 63 pays se voulait une contribution à la réflexion à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes rurales. Le thème en était « Femme Rurale Partenaire du Processus de Développement ».

(Voir l'article d'une participante sur : <http://news.aouaga.com/h/6682.html>)

Maroc : l'AFD finance un programme d'investissement et de réformes en éducation et en formation professionnelle

Afin de répondre aux difficultés d'insertion rencontrées par les jeunes sur le marché du travail, l'AFD accompagne la démarche de partenariats entre l'Etat et les branches professionnelles en matière de formation (financement de 22 centres dans 12 secteurs d'activité dont l'aéronautique, l'automobile, le cuir...). Ce programme de 52,2 millions d'euros vise à améliorer l'employabilité des jeunes, en particulier en milieu rural et pour les filles, ainsi que la qualité des enseignements (notamment avec l'approche par compétences).

Un film de 7 min. illustre « La formation innovante, mode d'emploi. L'exemple marocain » (<http://www.afd.fr/education-formation-maroc>).

Sur l'agenda international

Séminaire sur développement agricole et alimentaire en Afrique, du 8 au 19 avril 2013 à Tanger, Maroc

Le Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) organisent un séminaire sur les « Nouvelles stratégies et approches de gestion des projets agricoles ». - Objectif : appuyer les efforts de développement agricole et alimentaire menés par les États africains et les organisations internationales.

- Public visé : responsables de programmes et projets agricoles en Afrique (http://www.lematin.ma/journal/Tanger_Coup-de-pouce-au-developpement-agricole-et-alimentaire/180485.html)

Semaine consacrée aux systèmes d'innovation agricole en Afrique du 25 au 31 mai à Nairobi, Kenya (WAIA-2013)

Le salon « Eastern African Farmer Innovation Fair » (EAFIF) et l'atelier « International Agricultural Innovation Systems in Africa » (AISA) visent à mettre en lumière les réalisations collectives et individuelles de petits exploitants agricoles dans le but d'améliorer leurs pratiques et leurs moyens de subsistance.

Plusieurs réunions et ateliers auront aussi lieu concernant :

- le consortium du projet JOLISAA (*JOint Learning in Innovation Systems in African Agriculture*) financé par l'UE avec des partenaires du Bénin, du Kenya, d'Afrique du sud, de France et des Pays-Bas ;

- le réseau international ProInnova : plateformes pays sur LINEX-CCA (*Local INnovation and EXperimentation: an entry point to Climate-Change Adaptation in Asia*) et sur CLIC-SR (*Combining Local innovation Capacities with Scientific Research*) ;

- l'atelier d'écriture « Innovation Platforms Writeshop » de l'ILRI et du « Challenge Program on Water and Food » (CPWF) du CGIAR.

En savoir plus : <http://aisa2013.wikispaces.com/>.

Formation à l'international

Notez que c'est une nouvelle rubrique qui existe aussi sur notre site !



Base de données Africa Lead : enseignement à distance concernant la sécurité alimentaire

La base de données AfricaLead propose une liste de formations à venir et de ressources éducatives en libre accès dans le domaine de la sécurité alimentaire en Afrique. Elle s'adresse principalement aux fonctionnaires, représentants du secteur agricole, entrepreneurs, innovateurs et responsables politiques du secteur agricole.

Elle découle d'un projet collaboratif entre OER Africa (*Open Educational Resources*, une initiative de l'Institut sud-africain pour l'enseignement à distance/SAIDE), RUFORUM et le programme de formation et de renforcement des capacités en matière de direction (*Africa Leadership Training and Capacity Building Program*, « Africa-Lead »). Cette base de données garantit une large diffusion et une utilisation à grande échelle de certains cours dispensés par des établissements d'enseignement agricole en Afrique et en Amérique (d'après *e-Agriculture*, 15/01/2013, et *Infolettre Connaissances...* du CTA, février 2013). Voir : <http://africalead.oerafrica.org/>



Formation courte pour les professionnels intervenant dans l'animation et l'encadrement en innovation rurale (janvier-février 2014, ICRA, Wageningen, Pays-Bas)

Le Centre International pour la Recherche Agricole orientée vers le Développement (ICRA) a un programme de formation de trois semaines en conception, animation et encadrement d'apprentissage expérimental et interactif en innovation rurale.

Public visé : professionnels (de la recherche et de la vulgarisation agricoles, organisations paysannes, secteur privé...) assurant un lien entre les acteurs du milieu rural et agricole dans des programmes conjoints d'apprentissage et de recherche-action.

Voir la présentation « pdf » de 2 p. sur ce lien : <http://bit.ly/YFUfrY>

Sénégal : Master en éducation et formation en FOAD : Politiques Sectorielles et Gestion des Systèmes Educatifs (PSGSE)

Cette formation à distance en PSGSE vise la maîtrise de l'ensemble des approches et techniques relatives à l'analyse sectorielle, aux choix de politiques, au pilotage, à la gestion et à l'évaluation des systèmes d'éducation. Elle est co-organisée par la Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation de la Formation de l'Université Cheikh Anta Diop (FASTEF/UCAD) et le Bureau Régional pour l'Éducation en Afrique (BREDA/UNESCO/Pôle d'analyse sectorielle en éducation). Elle s'étale d'octobre 2013 à décembre 2014 avec trois regroupements présentiels à Dakar et ouvre à délivrance de 60 crédits, soit une année complète de Master. Inscription jusqu'au 31 mai 2013.

http://www.poledakar.org/images/stories/pdf/psgse/descr_psgsepromo7.pdf

A lire, à voir...

Une fois n'est pas coutume, nous consacrons toute une colonne à un ouvrage du plus grand intérêt et appelé à devenir une référence.

Sociologie des mondes agricoles

par Bertrand Hervieu et François Pursegile (Armand Colin, Paris, 2013, 318 p., coll. « U-Sociologie », 30 €uros)

Dans la première moitié de l'ouvrage (chapters 1 à 3), les auteurs, sociologues, s'interrogent sur la question paysanne, « une question sociologique », à travers l'histoire des sciences sociales et les débats auxquels elle a donné et donne lieu. Il s'agit notamment de l'opposition entre *d'une part*, le déclin des paysans dans les pays en cours de modernisation, voire leur disparition inéluctable annoncée par certains, et *de l'autre*, leur transformation - leur adaptation dans un monde lui-même en permanent changement - avec la rupture entre « petits », « moyens » exploitants et agriculture capitaliste que d'aucuns analysent en terme de lutte de classe.

Les chapitres 4 et 5 sont consacrés aux grands bouleversements qui ont affecté les campagnes françaises et le métier d'agriculteur, la catégorie « agriculteur-exploitant » construite en 1960 pour définir ceux qui pouvaient prétendre aux mécanismes de la Politique agricole commune (PAC) n'allant pas de soi et recouvrant des situations très diverses. L'organisation professionnelle y est ancienne (le premier syndicat agricole est né en 1883) et joue un rôle important dans la définition de la politique agricole nationale. La place singulière et paradoxale occupée par les agriculteurs dans la société française est analysée : ils sont en effet très *minoritaires* (2 % de la population active en 2010, 966 000 actifs, soit deux fois moins qu'en 1990), *segmentés* (avec des structures et des statuts d'exploitation variés mais une surface toujours croissante allée à la spécialisation des productions), *dispersés* (avec des activités de plus en plus intégrées à l'industrie agro-alimentaire et « déterritorialisées », les auteurs parlent de délocalisation et de standardisation) mais bien *repérables* comme force sociale et politique. Même si près d'une installation sur deux est le fait de non agriculteurs de nos jours, les exploitants restent majoritairement issus de famille d'agriculteurs, et notons-le, sont de mieux en mieux formés.

Sans répondre sur l'invariance du caractère familial de l'organisation de la production, les auteurs proposent d'analyser en 6^e et dernier chapitre l'éclatement des formes d'organisation sociale et économique du travail autour de trois pôles qui structurent l'agriculture à l'échelle mondiale et qui révèlent la diversité des mondes agricoles aujourd'hui : *la famille, la firme et la subsistance*. En ce qui concerne le premier pôle constitué par l'agriculture familiale, ils en proposent quatre types : « paysanne », « diversifiée, pluriactive et territoriale », « spécialisée et standardisée » et « sociétaire » (p. 237-246). Face à ces formes s'est développée une agriculture faite de nouveaux acteurs (fonds d'investissement, multinationales, voire Etats...) qui achètent des terres et emploient des salariés agricoles avec une gestion souvent dominée par le court terme ; c'est le deuxième pôle. Enfin le constat s'impose qu'à l'opposé perdure ou progresse une agriculture de subsistance pauvre, le troisième pôle, en Asie, en Afrique subsaharienne, en Amérique latine avec les sans terre prolétariés mais aussi en Europe de l'est à la périphérie des grands exploitations décollectivisées et en Europe de l'ouest où une proportion non négligeable des producteurs vivent ou survivent grâce aux subventions publiques.

Les volumes de la célèbre collection U de vulgarisation universitaire sont des références et la présente synthèse ne fait pas exception. Elle rendra service aux étudiants, aux enseignants, aux chercheurs, comme à toute personne souhaitant par exemple, réfléchir à la place et à la diversité des agriculteurs en relation à l'urbanisation du monde, penser la question agricole en dehors de la référence familiale, ou encore observer la coexistence de divers modèles plutôt qu'une fin des paysans. Alors on se dit qu'une refondation de la sociologie des mondes agricoles est certainement nécessaire tant dans les pays développés que dans les pays du Sud.

(Avec des extraits de la présentation des éditeurs et de la note de lecture de C. Peyronard sur http://clio-cr.clionautes.org/spip.php?article4426#_UWWJ2krlpgw)

